

Unité départementale du Rhône  
63, avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/01/2023

### **Contexte et constats**

Publication éventuelle sur **GÉORISQUES**

**Société OXYANE (ex Terre d'Alliances)**  
Zone industrielle et portuaire  
69400 VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE

Références : UDR-CRT-23-20-HD

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2023 dans l'établissement OXYANE (ex Terre d'Alliances) implanté à Villefranche-sur-Saône. L'inspection a été annoncée le 12/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est éventuellement publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société OXYANE (ex Terre d'Alliances)  
Zone industrielle et portuaire  
69400 VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE
- Code AIOT dans GUN : 0006103857
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le site de Villefranche-sur-Saône comprend 3 sociétés distinctes : la société OXYANE, la société Bernard (Silo 4 sans personnel sur site) et la société de gestion indépendante (GEI) conjointe pour la gestion des installations/moyens communs. L'ensemble des installations est exploité par OXYANE. La société OXYANE (ex Terre d'Alliances) est autorisée à étendre et à poursuivre ses activités par arrêté préfectoral du 06 mai 2013 modifié.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Évolution du site : conformité du tableau d'activité, dénomination.
- Eau : prélèvement et rejet

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe les types de suites suivants :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « sans suite administrative » incluant des constats de non conformité et des observations.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
4	Identification des effluents	Articles 1.3 ; 4.3.1 et 4.3.10 - Arrêté préfectoral d'autorisation du 06 mai 2013 modifié. § 5.2.3 du DDAE daté du 15/12/2011.	Mise en demeure, respect de prescriptions

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Analyse des évolutions portées à la connaissance de l'inspection	L.181-14 CE Article 1.6 - Arrêté préfectoral d'autorisation du 06 mai 2013 modifié.	Lettre de suites	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Prélèvement d'eau	Article 4.1.1 - Arrêté préfectoral d'autorisation du 06 mai 2013 modifié.	Lettre de suites	15 jours
3	Plan des réseaux	Article 4.2.2 - Arrêté préfectoral d'autorisation du 06 mai 2013 modifié.	Lettre de suites	3 mois
7	Prévention du risque pollution par les eaux d'extinction	Article 7.6.5 - Arrêté préfectoral d'autorisation du 06 mai 2013 modifié.	Lettre de suites	3 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Point de rejet	Article 4.3.5 - Arrêté préfectoral d'autorisation du 06 mai 2013 modifié.	Correction par arrêté préfectoral complémentaire
6	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires	Article 9.3.2 et 4.3.11 - Arrêté préfectoral d'autorisation du 06 mai 2013 modifié.	Analyse du bureau d'étude Burgeap sur les dépassements observés et les mesures correctives mises à mettre en œuvre.

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis d'établir plusieurs constats nécessitant une action de la part de l'exploitant :

- L'exploitant porte à la connaissance de l'inspection les évolutions concernant son installation avec l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications envisagées ;
- L'exploitant transmet copie de sa facture annuelle de consommation d'eau à l'inspection sur les 3 dernières années ;
- L'exploitant complète son plan des réseaux ;
- L'exploitant modifie son installation conformément aux plans et données techniques définis dans sa demande d'autorisation d'exploiter ;
- L'exploitant transmet l'analyse du bureau d'étude Burgeap concernant les dépassements observés au point de rejet n°2 et les mesures correctives à mettre en œuvre ;
- L'exploitant élabore une procédure permettant d'isoler le site en cas de lutte contre un incendie et indique précisément les moyens d'extinction et les zones de rétentions des eaux incendies dans ces consignes de sécurité.

### 2-4) Fiches de constats

**1 - Nom du point de contrôle :** Analyse des évolutions portées à la connaissance de l'inspection.

<b>Référence réglementaire :</b> L.181-14 CE ; Article 1.6 - Arrêté préfectoral d'autorisation du 06 mai 2013 modifié.
<b>Thème(s) :</b> Tableau des rubriques ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a porté à la connaissance de l'inspection : <ul style="list-style-type: none"> <li>le changement de dénomination (Courrier du 2/03/2021), la coopérative Terre d'Alliances est devenue la coopérative Oxyane avec changement des numéros de SIREN et SIRET ;</li> <li>la mise à l'arrêt du séchoir S1 (Courrier du 24/05/2022) ;</li> <li>l'exclusion des rubriques 2910 et 2260 (Courrier du 24/05/2022) ;</li> </ul> L'exploitant présente à l'inspection la feuille de calculs et les historiques de séchage du séchoir S2 qui d'après lui fonctionne à une température maximale de 110°C. L'inspection a constaté la déconnexion de l'arrivée de gaz du séchoir S1. La puissance totale de combustion du site passe ainsi de 41,11 MW à 18,9 MW. L'exploitant annonce à l'inspection que le site ne stocke plus d'engrais ni de matières organiques. Il annonce également que le traitement du grain ne se fait plus en utilisant des insecticides classés 4510 mais par fumigation au PH3. La fumigation est réalisée par un prestataire extérieur.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suite
<b>Proposition de suites :</b> L'inspection prend acte de l'arrêt du séchoir S1 et convient de la dénomination de l'exploitant, cependant les évolutions exposées ci-dessus doivent être portées à la connaissance de l'inspection avec l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications envisagées dans un délai de 3 mois. A l'issue, l'inspection proposera un arrêté préfectoral complémentaire pour mettre à jour le tableau des rubriques ICPE et changer la dénomination de l'exploitant.

## 2 - Nom du point de contrôle : Prélèvement d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Article 4.1.1 - Arrêté préfectoral d'autorisation du 06 mai 2013 modifié.
<b>Thème(s) :</b> Prélèvement d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Prélèvement maximal annuel de 245 m³
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas fourni les justificatifs permettant d'évaluer sa consommation annuelle d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suite
<b>Proposition de suites :</b> L'exploitant envoie sa facture annuelle de consommation d'eau à l'inspection sur les 3 dernières années. Délai 15 jours.

## 3 - Nom du point de contrôle : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Article 4.2.2 - Arrêté préfectoral d'autorisation du 06 mai 2013 modifié.
<b>Thème(s) :</b> Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

<ul style="list-style-type: none"> <li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li> <li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ..),</li> <li>• les secteurs collectés et les réseaux associés,</li> <li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs....)</li> <li>• les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu)</li> </ul>
<p><b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis, le plan daté du 12/04/2013 par courriel du 17/01/2023.  L'inspection constate que le plan ne fait pas apparaître les limites du site, la partie Nord du site sur laquelle se trouve le silo Bernard et les secteurs collectés avec les réseaux associés.  Concernant la partie Nord du site, la visite et les explications de l'exploitant n'ont pas permis à l'inspection de comprendre le fonctionnement du réseau, notamment le raccordement du bassin d'eau pluviale au séparateur à hydrocarbures avant le rejet dans la Saône.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b>  Susceptible de suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b>  L'exploitant complète son plan conformément aux prescriptions de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 mai 2013 modifié dans un délai de 3 mois.  L'exploitant apporte des explications sur le fonctionnement du réseau des eaux pluviales de la partie Nord du site : principe de conception, raccordement au séparateur à hydrocarbures, point de rejet...</p>

#### 4 - Nom du point de contrôle : Identification des effluents

<p><b>Référence réglementaire :</b>  Articles 1.3 et 4.3.1 et 4.3.10 - Arrêté préfectoral d'autorisation du 06 mai 2013 modifié.  § 5.2.3 du DDAE en date du 15/12/2011.</p>
<p><b>Thème(s) :</b>  Identification des effluents</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  4.3.1 - L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Eaux pluviales non souillées (EP1) : eaux de toitures qui sont rejetées dans la Saône,</li> <li>• Eaux pluviales susceptibles d'être polluées (EP2) : eaux de voiries, qui transitent par 3 séparateurs à hydrocarbures avant rejet dans la Saône,</li> <li>• Eaux usées d'origine domestiques (ED) qui transitent par la station d'épuration de Villefranche-sur-Saône avant rejet dans la Saône.</li> </ul> </p> <p>4.3.10 - .....Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents susceptibles d'être pollués.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'inspection constate que les eaux de toitures ne sont pas collectées ni séparées des eaux pluviales de voiries susceptibles d'être polluées. Ces eaux transitent par les ouvrages d'épuration avant rejet dans la Saône.  Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter en date du 15/12/2011 indique quant à lui que les toitures possèdent des gouttières et que le réseau des eaux de toitures est séparé du réseau des eaux de voiries, et que ces deux réseaux se rejettent dans la Saône.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b>  Mise en demeure, respect de prescriptions</p>
<p><b>Proposition de suites :</b>  L'exploitant modifie son installation conformément aux plans et données techniques définies dans sa demande d'autorisation d'exploiter datée du 15/12/2011.  Il établit et transmet à l'inspection un programme de travaux dans un délai de 3 mois et réalise les travaux avant la fin de l'année 2023.</p>

#### 5 - Nom du point de contrôle : Point de rejet

<p><b>Référence réglementaire :</b>  Article 4.3.5 - Arrêté préfectoral d'autorisation du 06 mai 2013 modifié.</p>
<p><b>Thème(s) :</b></p>

Point de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> Exutoire du rejet des eaux pluviales de toitures (EP1) et exutoire du rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées (EP2)
<b>Constats :</b> L'inspection constate que l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 mai 2013 modifié indique le réseau communal comme exutoire du rejet des eaux pluviales de toitures (EP1) et des eaux pluviales susceptibles d'être polluées (EP2) alors que le rejet doit être fait dans la Saône comme l'indique l'article 4.3.1 du même arrêté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> L'inspection corrigera cette erreur via l'arrêté préfectoral complémentaire proposé au constat n°1.

## 6 - Nom du point de contrôle : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires

<b>Référence réglementaire :</b> Article 9.3.2 et 4.3.11 - Arrêté préfectoral d'autorisation du 06 mai 2013 modifié.
<b>Thème(s) :</b> Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Matières en suspension (MES) 35 mg/l en concentration instantanée</li> <li>• Hydrocarbures totaux (HCT) 5 mg/l en concentration instantanée</li> </ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant présente les résultats de programme de surveillance des émissions du site compilés dans un tableau. L'inspection constate que, concernant les valeurs limites d'émission des eaux résiduaires, il n'y a pas de dépassement en 2022 mais que le point de rejet n°2 a fait l'objet de dépassement pour les MES en 2017 et 2020. L'exploitant dit avoir passé une commande au bureau d'étude Burgeap pour traiter le problème.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> L'exploitant transmettra l'analyse du bureau d'étude Burgeap sur les dépassements observés et les mesures correctives à mettre en œuvre, dans un délai 3 mois.

## 7 - Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par les eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Article 7.6.5 - Arrêté préfectoral d'autorisation du 06 mai 2013 modifié.
<b>Thème(s) :</b> Consignes de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) Les consignes de sécurité indiquent : (...) les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, (...) la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
<b>Constats :</b> L'inspection constate que l'exploitant ne dispose pas de ces consignes.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suite
<b>Proposition de suites :</b> L'exploitant élabore la procédure permettant d'isoler le site en cas de lutte contre un incendie et indique précisément les moyens d'extinction et les zones de rétentions des eaux incendies dans ces consignes de sécurité, dans un délai 3 mois.